

Le bilan de la politique commerciale d'Obama en jeu

Volume 8, numéro 6, juin 2015

Résumé analytique

Il reste quelques semaines au Président Obama pour réussir à faire adopter le projet de loi lui octroyant la Trade Promotion Authority (TPA), qui représente la clé permettant d'en venir à une entente dans les prochains mois sur le Partenariat transpacifique (TPP) et, plus tard, le Partenariat transatlantique (TTIP). Il est encore possible que ces deux accords soient signés sous son mandat, et c'est pourquoi une certaine frénésie s'est emparée de la colline du Capitole alors que les compromis et ententes parallèles se multiplient afin de réussir à réunir le nombre de voix nécessaire à l'adoption de ce projet de loi. Le Sénat a donné son accord le 22 mai dernier ; il reste maintenant à obtenir l'assentiment de la Chambre pour que ce débat qui dure depuis dix-huit mois trouve enfin sa conclusion. Ce débat s'inscrit dans l'évolution de l'opinion publique américaine, aujourd'hui plus favorable au commerce international, particulièrement du côté des partisans démocrates.

Les négociations du TPP sous le soleil de Guam ressemblaient au train qui attend le signal du chef de gare. Bien que plusieurs questions restent en suspens, il semble que les négociateurs soient allés le plus loin possible dans les échanges et que l'étape finale des derniers compromis nécessite l'adoption du TPA.

Finalement, les opposants au TPA ont vu l'un de leurs arguments attaqué par le Fonds monétaire international (FMI), alors que l'organisation affirme maintenant qu'elle estime que le renminbi chinois n'est plus sous-évalué.

Contenu

Trade Promotion Authority : le Sénat adopte le projet de loi, la Chambre hésite encore	2
Les négociateurs du TPP en attente sous le soleil de Guam	5
Le renminbi chinois ne serait plus sous-évalué	7
Études économiques et articles connexes ce mois-ci.....	8

Trade Promotion Authority : le Sénat adopte le projet de loi, la Chambre hésite encore

Le Capitole est toujours le théâtre d'intenses échanges à propos d'une loi qui constitue la clé de voûte du programme commercial du Président Obama. Sans l'adoption de la *Trade Promotion Authority* (TPA), la conclusion des grands accords commerciaux en cours de négociations, le *Partenariat transatlantique* (TTIP), mais plus encore le *Partenariat transpacifique* (TPP) qui semble n'attendre que ce dénouement, sera sans doute hors de portée du Président avant la fin de son mandat. Le virage libre-échangiste d'Obama au début de son second mandat ne saurait en effet donner des résultats concrets sans cette loi qui facilite le parcours législatif au Congrès d'un accord commercial signé par le Président. Si celui-ci détient le pouvoir de négocier et de conclure un accord commercial, le Congrès conserve toujours celui de ratifier l'accord.

Le Président Obama a négligé le renouvellement du TPA durant son premier mandat, ce qui provoque aujourd'hui une course contre la montre pour conclure au moins une grande négociation commerciale et engager le processus de ratification de nouveau(x) accord(s) commerciaux avant le démarrage de la prochaine campagne présidentielle. Obama sait donc qu'il n'a que quelques mois pour laisser sa marque dans l'histoire de la politique commerciale américaine.

Après moult tergiversations qu'on imagine dignes des beaux moments du Frank Underwood de *House of Cards*, le Sénat a adopté le 22 mai dernier le *Bipartisan Congressional Trade Priorities and Accountability Act* of 2015 par une large majorité. La prochaine étape ne s'annonce pas facile pour Obama. La Chambre des représentants est très divisée sur la question. Les opposants forment une coalition bigarrée de démocrates libéraux et de républicains du Tea Party qui s'opposent à Obama dès qu'il bouge un cil mais les appuis à la Maison-Blanche se gagnent un à un et les partisans du TPA croient qu'il sera possible de voir la Chambre adopter le projet de

loi au cours des deux prochaines semaines.

« Maintenant que le Sénat a agi, je suis prêt à travailler avec mes collègues afin que la Chambre fasse de même. L'adoption (du TPA) nécessitera l'union de républicains et de démocrates soucieux de faire ce qui est bien pour le pays. »

- Paul Ryan, Président du Comité des Voies et Moyens, 22 mai 2015

La *Trade Benefits America Coalition* est très active pour tenter de convaincre les membres de la Chambre de voter en faveur du projet de loi et elle concentre maintenant ses efforts sur des élus de la Georgie, de la Pennsylvanie, de la Caroline du Sud et

de l'Alabama. On peut comprendre que la coalition estime être capable de faire basculer le résultat du vote du côté espéré, par l'appui de républicains du Sud toujours très réfractaires à l'idée de s'allier objectivement à Obama peu importe le projet.

Les républicains semblent cependant avoir dressé un portrait plus sombre que ne l'est la réalité sur l'appui de leurs élus en faveur du TPA, cherchant à inquiéter la Maison-Blanche et semant la zizanie au sein des démocrates qui doivent affronter leurs alliés politiques naturels sur cette question. Les partisans du TPA estiment qu'entre 40 à 55 républicains voteront *non* sur les

quelques 245 élus à la Chambre. Pour atteindre la majorité de 217 votes, il faudrait donc trouver l'appui de 12 à 27 démocrates. Déjà 17 membres du caucus démocrate ont exprimé leur appui au TPA.

Les opposant au TPA, notamment l'*AFL-CIO*, *Public Citizen*, *Coalition to Stop Fast Track* et le *Sierra Club*, tentent de convaincre les élus de rejeter le projet de loi en multipliant les manifestations, les appels téléphoniques ou encore les campagnes publicitaires. De nombreux représentants démocrates qui seraient prêts à voter en faveur du TPA sont la cible de ces actions.

Un exemple des négociations en cours entre les élus a été rendu public par la lettre envoyée au Président du Comité des Finances du Sénat Orrin Hatch et au membre du même Comité Ron Wyden par le Président du Comité des Voies et Moyens, Paul Ryan. Dans cette lettre, M. Ryan explique qu'il verrait à inclure quatre amendements au projet de loi sur le TPA, rejetés lors du vote au Sénat, dans un autre projet de loi qu'étudiera la Chambre, soit le *Trade Facilitation and Trade Enforcement Act of 2015*.

Il s'agit ici d'un exemple parmi d'autres de l'immense toile d'intérêts et de compromis qui est en train de se tisser sur la colline du Capitole pour finalement donner au Président Obama une place importante dans l'histoire de la politique commerciale américaine, ce qui pourrait bien finalement survenir d'ici la fin du mois de juin.

Texte de la lettre de Paul Ryan :

Dear Chairman Hatch And Ranking Member Wyden:

As the Senate is considering the Bipartisan Congressional Trade Priorities and Accountability Act, I would like to convey that I intend to seek adoption of legislative changes to H.R. 1907, the Trade Facilitation and Trade Enforcement Act of 2015, when it is considered in the House. These changes will include the following four provisions:

Legislation sought by the House Congressional Steel Caucus (H.R. 2523), to make improvements to the antidumping and countervailing duty laws;

The text of Senate Amendment 1384, offered by Sen. Hatch and Senator Cruz, to ensure that trade agreements do not require changes to U.S. immigration laws;

The text of Senate Amendment 1430, offered by Senator Menendez, related to human trafficking; and

The text of Senate Amendment 1246, offered by Senator Sullivan, related to opportunities for trade in fish, seafood, and shellfish.

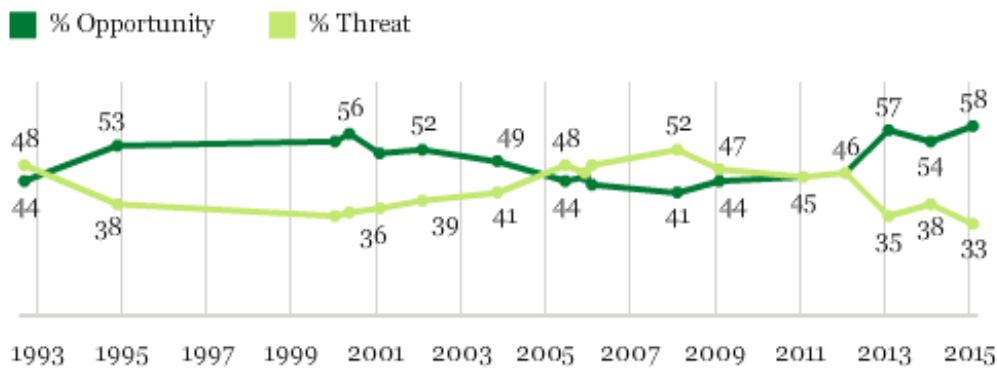
I look forward to continuing to work with you on this important legislation.

Sincerely, PAUL RYAN

Le débat au Congrès américain se déroule dans un contexte où les Américains considèrent le commerce extérieur comme étant davantage une opportunité qu'une menace. Un sondage Gallup de février 2015 présente les derniers résultats de l'évolution de l'opinion publique américaine depuis plus de vingt ans sur cette question. On constate une cassure nette à partir de 2012, depuis laquelle les Américains sont beaucoup plus nombreux à y trouver une opportunité, tendance amorcée dès la crise de 2008.

What Americans Think Foreign Trade Means for the Country

What do you think foreign trade means for America? Do you see foreign trade more as -- an opportunity for economic growth through increased U.S. exports or a threat to the economy from foreign imports?



GALLUP

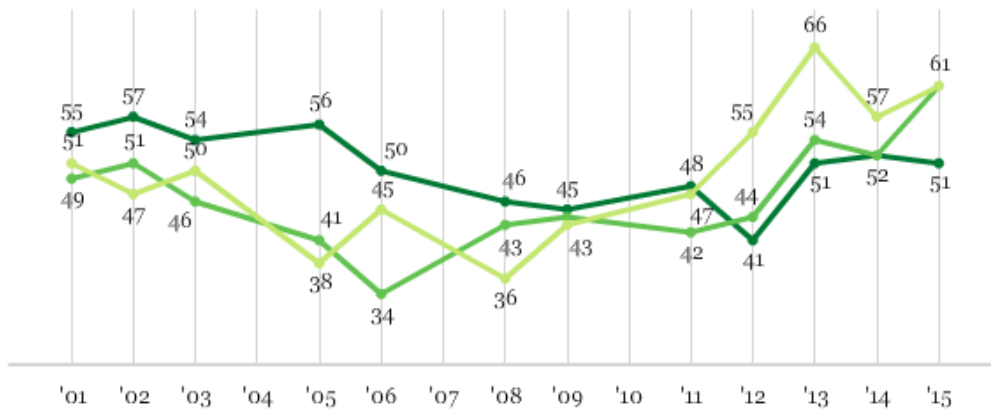
Sondage Gallup, 9 mars 2015. En ligne : <http://www.gallup.com/poll/181886/majority-opportunity-foreign-trade.aspx>

Le plus étonnant dans l'évolution récente de l'opinion américaine (voir le graphique à la page suivante) est le fait que les partisans démocrates, traditionnellement moins favorables à la libéralisation des échanges, devancent depuis 2011 les partisans républicains lorsqu'ils se prononcent sur la perception du commerce international comme opportunité pour les États-Unis. Il s'agit sans aucun doute d'un virage important et lourd de conséquences pour les élus démocrates, qui se retrouvent dans une position difficile entre leurs électeurs et les groupes de pression qui leur sont associés et qui n'ont pas changé leur opinion défavorable à la libéralisation des échanges commerciaux.

View Foreign Trade Mainly as an Opportunity for the U.S. -- by Party ID

Numbers in percentages

■ Republicans ■ Independents ■ Democrats



GALLUP

Sondage Gallup, 9 mars 2015. En ligne : <http://www.gallup.com/poll/181886/majority-opportunity-foreign-trade.aspx>

Sources

Brevetti, Rossella. *Senate Approves Bill to Renew Fast-Track Trade Promotion Authority for President*. Bloomberg International Trade Reporter, 23 mai 2015.

McCarthy, Justin. *Majority in U.S. Still See Opportunity in Foreign Trade*. Gallup, 9 mars 2015. En ligne : <http://www.gallup.com/poll/181886/majority-opportunity-foreign-trade.aspx>

U.S Inside Trade. *Ryan Letter Reveals Pledge To Accept Four Failed TPA Amendments*. 29 mai 2015.

U.S Inside Trade. *House GOP Plans TPA Action In Week Of June 8; Separate TAA Vote Likely*. 29 mai 2015.

Les négociateurs du TPP en attente sous le soleil de Guam

Les négociateurs au Partenariat transpacifique (TPP) se sont rencontrés durant deux semaines sous le soleil de Guam et l'air du Pacifique semble avoir été bénéfique à l'avancement des travaux sur les derniers enjeux de négociation en suspend, particulièrement la question de l'accès aux marchés.

Des sources expliquent que le Canada s'est engagé avec plus de détermination sur l'épineux sujet de l'accès aux marchés des produits agricoles, notamment des produits laitiers et de la volaille. Les partenaires du Canada aux négociations se seraient faits plus précis quant à leurs

Le Canada doit faire partie du Partenariat Trans-Pacifique dès qu'il sera conclu. Nous n'avons pas les moyens d'attendre en espérant obtenir de meilleures conditions qui ne viendront jamais. Les exportateurs canadiens ont besoin que les barrières tombent dès maintenant.

- Éric Tétrault, président de Manufacturiers et Exportateurs du Québec, 27 mai 2015

demandes de libéralisation de la part d'Ottawa. Les entreprises exportatrices canadiennes pressent Ottawa d'en arriver rapidement à une entente dans ce secteur, car elles estiment que les compromis à faire risquent d'être plus importants si jamais les négociations dans le secteur agricole devaient se poursuivre dans une seconde ronde.

Plusieurs groupes canadiens s'opposent farouchement à une libéralisation des produits laitiers et de la volaille qui remettrait en question le système de gestion de l'offre cher aux producteurs québécois en particulier. Un groupe de producteurs sentant la menace est en train de s'organiser pour tenter de combattre une concession canadienne qui semble sur le point de devenir réalité. Une fois les importantes tensions entre Américains et Japonais résolues sur la question des produits agricoles, il sera en effet très difficile pour le Canada de faire cavalier seul et de résister face aux pressions des Parties. Le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, Marcel Groleau, est cependant d'avis que les négociateurs canadiens « n'ont pas de mandat d'accorder quelque ouverture que ce soit ou quelque accès que ce soit au Canada pour les produits sous gestion de l'offre. »

Au plan général, il semble bien que les négociateurs soient allés aussi loin qu'ils le pouvaient dans les négociations au cours de ces deux semaines sans que le TPA soit adopté. Les derniers arbitrages sont tributaires d'une voie d'adoption claire de l'entente par le Congrès américain. Sans cette assurance que les concessions effectuées de part et d'autre sont finales et que le retour à la table de négociations n'est envisageable qu'en cas hautement improbable d'un rejet en bloc de l'entente par le Congrès, les Parties comprennent qu'elles ne peuvent en venir aux derniers compromis sur les sujets les plus sensibles. Plusieurs membres des équipes de négociation auraient ainsi bien profité du soleil de Guam dans l'attente d'une adoption du TPA par la Chambre des représentants qui n'est pas venue à temps.

Les ministres des Parties responsables du TPP présents à la rencontre de l'APEC ont tenu une courte rencontre aux Philippines le 24 mai dernier où ils ont discuté des prochaines étapes des travaux pour en venir à un accord, sans toutefois fixer de date ou de lieu pour une future rencontre.

Sources

Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ). *Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ) et Manufacturiers et Exportateurs du Canada (CME) demandent au gouvernement du Canada d'engager rapidement sa participation dans l'accord de Partenariat Trans-Pacifique.* Communiqué de presse, 28 mai 2015. En ligne : <http://qc.cme-mec.ca/?lid=YXN82-W3NF7-IC132&cid=3Q5N7-VYU6G-KPRE9&comaction=show>

Saint-Arnaud, Pierre. *Le milieu agricole veut protéger la gestion de l'offre*. Presse canadienne, 25 mai 2015. En ligne : <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/440972/libre-echange-le-monde-agricole-quebequois-veut-protoger-la-gestion-de-l-offre>

U.S Inside Trade. *Subtle Movement In Guam, Including With Canada; TPA Remains Obstacle*. 29 mai 2015.

Le renminbi chinois ne serait plus sous-évalué

Le Fonds monétaire international (FMI) se place en porte-à-faux du discours convenu au Congrès américain à l'effet que la monnaie chinoise est sous-évaluée grâce aux manipulations de l'appareil politique du pays. Dans une étude rendue publique le 26 mai 2015, le FMI estime que l'appréciation réelle et substantielle du renminbi au cours des dernières années a amené son taux de change à un niveau où il n'est plus sous-évalué. Ceci n'empêche pas le FMI de réclamer une plus grande flexibilité dans les changes de la part du gouvernement chinois, mais constitue quand même un revirement face à aux évaluations des dernières années qui concluaient à une sous-évaluation de la monnaie chinoise. L'ancien président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, estime lui aussi que la monnaie chinoise « est mieux alignée » aujourd'hui

« Nous croyons que la Chine devrait viser un réel taux de change flottant d'ici deux ou trois ans. »

- FMI, IMF Staff Completes the 2015 Article IV Consultation Mission to China 26 mai 2015

L'opinion du FMI constitue un revers pour les congressistes américains qui s'opposent au Trade Promotion Authority (TPA) parce qu'il n'inclut pas de mesures visant à empêcher la manipulation de la monnaie par un partenaire commercial. La Chine est souvent visée à cet égard par les élus américains.

Le même document fait état d'un ralentissement de la croissance économique de la Chine au cours des dernières années, mais qu'il s'agit là d'une croissance plus sûre et de meilleure qualité. Le FMI prévoit pour cette année une croissance de 6,8 %, légèrement en deçà de la cible de 7 % du gouvernement chinois. L'organisme estime la fourchette idéale de 6,5 % à 7 %.

Sources

AFP. Bernanke blames Congress as China flexes economic muscles. 2 juin 2015. En ligne : <http://www.themalaymailonline.com/money/article/bernanke-blames-congress-as-china-flexes-economic-muscles>

FMI. IMF Staff Completes the 2015 Article IV Consultation Mission to China. 26 mai 2015. En ligne : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2015/pr15237.htm>

International Center for Trade and Sustainable Development. IMF Announces Chinese Currency No Longer "Undervalued". *Bridges*, vol. 19, no 19, 28 mai 2015. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/imf-announces-chinese-currency-no-longer-undervalued>

Études économiques et articles connexes ce mois-ci.

International Center for Trade and Sustainable Development. *EU Trade Chief Suggests New Investment Court Amid ISDS, Right to Regulate Debate*. *Bridges*, vol. 19, no 16, 7 mai 2015. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/eu-trade-chief-suggests-new-investment-court-amid-isds-right-to-regulate>

The Economist. A weighting game: Pacific trade talks expose the limits of economic modeling. 30 mai 2015. En ligne: <http://www.economist.com/cge15>

The Economist. *China's stockmarket : A crazy casino*. 26 mai 2015. En ligne: <http://www.economist.com/blogs/freeexchange/2015/05/chinas-stockmarket>

McDearman, Brad et Ryan Donahue. The 10 lessons from global trade and investment planning in U.S. metro areas. Brookings Institute, 27 mai 2015. En ligne: <http://www.brookings.edu/research/reports/2015/04/21-global-trade-investment-planning-us-metro-areas-mcdearman-donahue>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

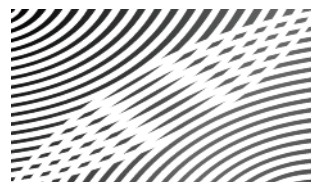
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



CEIM